

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Politiques de gestion de la radicalisation en prison

Xavier, François

Published in:
NamurDroit

Publication date:
2017

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Xavier, F 2017, 'Politiques de gestion de la radicalisation en prison: un échec' *NamurDroit*.
<<http://blogdroit.unamur.be/billets/politiques-de-gestion-de-la-radicalisation-en-prison-un-echec-1>>

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



UNIVERSITÉ
DE NAMUR

NamurDroit

(<http://blogdroit.unamur.be>)

POLITIQUES DE GESTION DE LA RADICALISATION EN PRISON : UN ÉCHEC

Deux détenus de la prison de Fresnes fomentaient un projet d'attentat alors que leur libération était prévue pour la mi-octobre. Cet événement illustre l'échec des politiques de gestion de la radicalisation en prison.

Les deux hommes étaient incarcérés à la prison de Fresnes pour des délits de droit commun, à savoir respectivement une tentative de meurtre et un braquage. Ils étaient surveillés par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) depuis quelques mois et l'un d'eux avait été placé au sein d'une unité de prévention de la radicalisation (UPRA).

Ces unités, au nombre de cinq, avaient pour objectif de regrouper les détenus dits radicalisés afin tant de leur proposer des modes de prise en charge adaptés à leur profil que de les isoler du reste de la population pénitentiaire. Cette manière de procéder avait été vertement critiquée, notamment par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Ce dernier, qui veille au respect des droits fondamentaux des personnes détenues, avait soulevé le caractère inopportun de la pratique du regroupement dans la lutte contre la radicalisation en prison.

Tout d'abord, le critère utilisé pour placer les détenus au sein de ces unités dédiées consiste en une incrimination pour des faits de terrorisme en lien avec une pratique radicale de l'islam. Ce critère est certes objectif, mais il est réducteur.

D'une part, il ne permet pas d'inclure des détenus qui seraient radicalisés mais qui auraient été écroués pour une infraction de droit commun.

D'autre part, il n'appréhende pas la radicalisation comme un processus et conduit à regrouper des personnes qui n'ont pas le même degré de radicalisation. Est-il bien opportun de rassembler des personnes ayant accompli un acte qualifié d'infraction terroriste par le Code pénal avec d'autres, par exemple, ayant fait partie d'une filière de départ pour la Syrie ? Est-il tout aussi opportun de rassembler des détenus considérés comme des recruteurs ou encore des « imams auto-proclamés », exerçant une influence considérable sur leurs pairs avec d'autres ayant certes des antécédents en termes de radicalisation mais n'étant que des suiveurs en quête de sens ?

On le voit, l'écueil d'un risque de prosélytisme n'est pas évité par la mise en œuvre de pareille mesure. Bien au contraire !

Stigmatisation et héroïsation des détenus regroupés

Le regroupement des détenus dits radicalisés provoquerait même sur le groupe un effet d'identification à double sens. D'un côté, il stigmatise les personnes regroupées et rend plus difficile leur retour à un régime de détention ordinaire ; d'un autre côté, il risque de conduire à un phénomène d'héroïsation des détenus regroupés, perçus par les autres personnes détenues comme une forme d'avant-garde, dont le modèle est à suivre.

Ce ne sont cependant pas ces réflexions qui ont conduit le gouvernement français à modifier le fonctionnement du dispositif mais bien l'agression de deux surveillants pénitentiaires dont un blessé très grièvement par un détenu radicalisé à la maison d'arrêt d'Osny. Ainsi, les unités de prévention de la radicalisation furent remplacées fin 2016 par des quartiers d'évaluation de la radicalisation. L'objectif est de remettre l'évaluation des détenus au cœur du dispositif. Cette évaluation, d'une durée de quatre mois, aboutira à une classification des détenus selon leur niveau de dangerosité et déterminera leur affectation à l'un des 27 établissements pénitentiaires au sein desquels sera structuré un dispositif de prise en charge spécifique. Au vu du projet d'attentat fomenté par deux détenus de la prison de Fresnes, l'on peut dire à tout le moins que le dispositif est loin d'être au point...

La dignité comme outil de prévention

Comment aboutir à une politique saine de prise en considération de la radicalisation en prison si les maux qui entourent le milieu carcéral dans son ensemble ne sont pas, eux, résolus ? La surpopulation carcérale, les mauvaises conditions de détention, les atteintes à la liberté religieuse, les lacunes dans la prise en charge sanitaire des détenus, l'absence d'un service minimum, la classification arbitraire des détenus, etc. sont autant de causes d'un développement de la radicalisation en prison et pour lesquelles les actions demeurent, encore à l'heure actuelle, éparses et sans vision d'ensemble sur le long terme. Il est nécessaire de respecter la dignité humaine des détenus lors de l'exécution des peines privatives de liberté. Ensuite seulement une politique pénitentiaire efficace de lutte contre la radicalisation pourra être envisagée. Si tant est qu'elle puisse exister...

François Xavier

Pour en savoir plus :

<http://www.alterechos.be/isoler-regrouper-que-faire-des-detenus-condamnes-pour-terrorisme/> (<http://www.alterechos.be/isoler-regrouper-que-faire-des-detenus-condamnes-pour-terrorisme/>)

<http://jurel.be/2017/04/17/le-radicalisme-en-prison/> (<http://jurel.be/2017/04/17/le-radicalisme-en-prison/>)

Contact: secretariat.droit@unamur.be (<mailto:secretariat.droit@unamur.be>) • Tél : +32 (0)81 72 47 94



(<https://www.unamur.be/droit>)